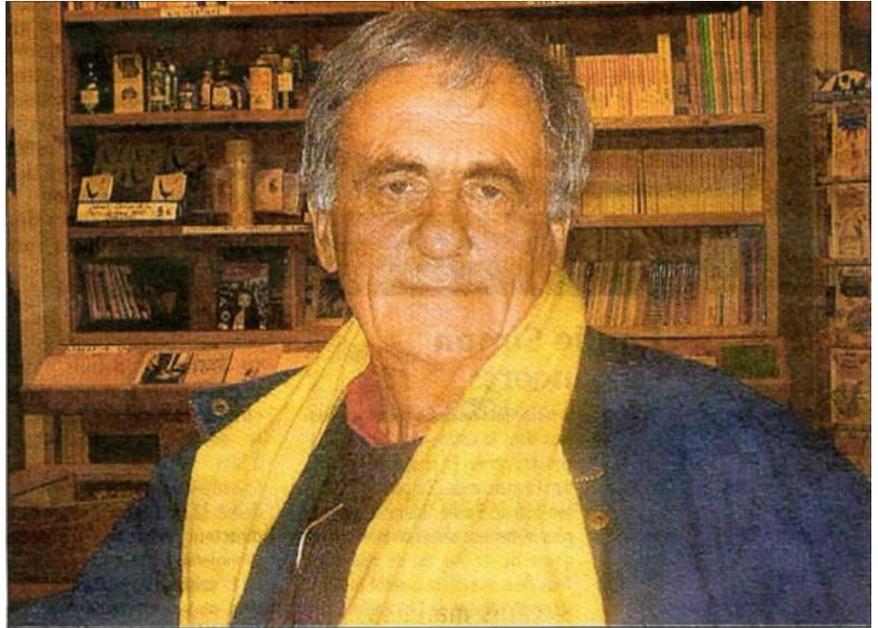


OGM. « Il y aura des traces dans le bio »

Jacques Testard, Scientifique de renom, directeur de recherche à l'Insem, à Clamart (Hauts-de-Seine), a une position bien tranchée sur la question des OGM.

Entretien avec ce « vilain petit canard » des sciences.



● Invité par le Café des sciences, jeudi, au Caplan, à Guimaëc, Jacques Testard ne mâche pas ses mots envers les industriels qui exercent leur « pression totalitaire » sur l'agriculture traditionnelle. (Photo Sandrine Le Basque)

Pourquoi faire jouer le trublion au sein de la communauté scientifique avec votre position anti-OGM ?

Depuis plusieurs années, je me considère davantage comme un critique de science que comme un chercheur. Sans doute, depuis mes travaux sur les vaches laitières porteuses qui avaient pour but d'accélérer la reproduction. Peu après la naissance des premiers veaux, je m'étais aperçu que c'était idiot, il y avait déjà des excédents laitiers. C'est à partir de là que j'ai pris du recul par rapport au monde scientifique, que je suis devenu le vilain petit canard de la science. Ce goût pour la critique est peut-être aussi inscrit dans mes gènes (*sourire*).

Quels sont, selon vous, les risques des OGM ?

Ils sont d'abord alimentaires. Pour créer une plante transgénique (PGM), on injecte des gènes de tolérance aux herbicides et des gènes de fabrication d'insecticides. Des résidus de ces gènes, dont on ne connaît pas les effets aujourd'hui parce qu'on manque de recul, se retrouvent forcément dans nos assiettes, puisque 20 % de l'alimentation humaine et 80 % de l'alimentation animale sont composées de plantes transgéniques. L'alimentation animale ne se voyant pas, par ailleurs, imposée d'obligation d'étiquetage.

Il y a aussi des problèmes d'allergie aux graines transgéniques. Les risques sont également environnementaux puisqu'on bombarde sur les PGM des quantités énormes de pesticides et d'insecticides. On commence déjà à voir des effets néfastes sur les papillons et les espèces sauvages.

Ce sont ces risques qui justifient votre position ?

L'essentiel à mes yeux est le risque économique et social. Ce sont les grands laboratoires qui dominent ce marché du transgénique. Ils achètent les meilleures semences pour produire du transgénique. Les anciennes semences deviennent rares et sont ainsi de plus en plus chères. Les agriculteurs traditionnels se trouvent réduits à l'état de vassaux et subissent la pression totalitaire du monde industriel.

On prête pourtant des qualités à certaines PGM telles que le riz vitaminé ?

Je n'en connais aucune qui ait des qualités. L'exemple du riz vitaminé est une absurdité véhiculée par les industries. Il faudrait manger trois paquets de riz pour que ça marche. On a aussi vu l'échec du coton producteur d'insecticide en Afrique.

Les OGM annoncent-ils une mort certaine du bio ?

Le débat actuel à l'Assemblée nationale porte sur le « comment faire coexister les cultures transgéniques et traditionnelles ». On assiste à une discussion idiote sur la question des distances entre les champs.

C'est oublier que le pollen voyage très loin. La loi européenne admet une pollution des plantes transgéniques sur les autres cultures jusqu'à 0,9 %. En dessous de ce pourcentage, on ne considère pas qu'il y a pollution. Dans quelques années, on peut penser que ce pourcentage devra être élevé à 20 ou 30 %. Le bio va devoir apprendre à tolérer le transgénique. Dans cinq ans, il n'existera plus, selon la définition qu'on lui prête aujourd'hui. Il y aura des traces d'OGM dans tout le bio.

Votre action n'est-elle pas plus politique que scientifique ?

Ce qui me motive est effectivement politique. Je me sers des OGM pour montrer que la démocratie est un leurre. Je ne suis pas contre les plantes, mais contre le système qui impose des plantes dont on n'a pas besoin. On sait que 78 % des Français sont opposés aux OGM mais on n'en tient pas compte. J'aimerais rendre obligatoire les conférences de citoyens telles qu'elles sont pratiquées au Danemark. Il s'agirait de former, de la manière la plus objective possible, une quinzaine de citoyens volontaires, parfaitement représentatifs de la population. Ils seraient ainsi à même de donner leur avis sur telle ou telle question. Cela s'est déjà fait en 1998 sur les OGM mais leurs recommandations n'avaient pas été prises en compte, sauf l'obligation d'étiquetage. **Ces conférences sont la seule lueur d'espoir que j'ai.**